

## Mali/2e tour de la présidentielle Sous tension mais sans passion



L'engouement n'était pas vraiment au rendez-vous en ce dimanche de second tour...



... lors duquel la sécurité a été renforcée autour des bureaux de vote, signe d'une certaine tension.

AFP  
Bamako/Mali

Il est vrai que la victoire semblait pour beaucoup promise au chef de l'Etat sortant Ibrahim Boubacar Keïta.

**PLUS** de huit millions de Maliens étaient appelés aux urnes hier pour élire leur président lors d'un second tour placé sous haute sécurité mais qui n'a pas déclenché pas les passions, la victoire étant pour beaucoup déjà promise au chef de l'Etat sortant Ibrahim Boubacar Keïta. Mais avant même l'ouverture des bureaux de vote, dans la nuit de samedi à hier, le camp de l'opposant Soumaïla Cissé, en lice face au président sortant, a affirmé qu'une fraude était en préparation. « Cela fait trois jours qu'on apprend que des bulletins de vote circulent dans le pays », a déclaré à l'AFP le chef de la campagne de M. Cissé, Tiébilé Dramé. « Ces bulletins devraient être sous scellés et ouverts seulement en présence des assesseurs, des délégués et des mandataires des candidats », a-t-il ajouté. La tension était déjà mon-

tée samedi lorsque les services de renseignements maliens ont arrêté trois membres d'un commando, qualifié de "groupe terroriste", au moment où il "planifiait des attaques ciblées à Bamako pendant le week-end". La nature de ces attaques n'a pas été précisée, mais les trois Maliens sont soupçonnés d'être les auteurs d'un braquage contre un péage qui avait fait trois morts en octobre 2016 à une trentaine de kilomètres de Bamako. Les 23.000 bureaux de vote devaient ouvrir de 08H00 à 18H00 (de 09H00 à 19H00 au Gabon) dans cet immense pays du Sahel toujours confronté à la menace jihadiste malgré cinq ans d'interventions militaires internationales, les résultats étant attendus dans quatre ou cinq jours. Le vainqueur, qui entrera en fonction début septembre, aura la lourde tâche de relancer l'accord de paix conclu en 2015 par le gouvernement et l'ex-rébellion à dominante touareg, dont l'application accumule les retards. L'accord avait été signé après l'intervention de l'armée française qui, en 2013, avait repris le

contrôle du nord du Mali, où les jihadistes avaient instauré la charia pendant un an. Lors du premier tour, le 29 juillet, 871 bureaux (plus de 3%) étaient restés fermés en raison de violences, empêchant près de 250 000 Maliens de voter, surtout dans le Centre et le Nord. **SECURITE RENFORCEE.** Cette fois, quelque 36 000 militaires maliens, soit 6 000 de plus qu'il y a 15 jours, étaient mobilisés afin de "renforcer" la démocratie et "crédibiliser le processus à travers une participation massive de la population", selon Cheick Oumar Coulibaly, un conseiller du Premier ministre Soumeylou Boubeye Maïga. Le chef du gouvernement s'est lui-même rendu samedi à Mopti pour vérifier si "tout est en place" dans cette région en proie à des violences ethniques attisées par des groupes jihadistes. L'armée malienne était à nouveau appuyée par les Casques bleus de l'Onu, les forces françaises de l'opération Barkhane et, dans le Nord, où l'Etat est peu ou pas présent, par des groupes signataires de l'accord de paix. L'UE, premier bailleur in-

ternational du Mali, a réclamé un accès garanti à tous les centres de vote pour les électeurs. Grâce aux renforts militaires, ses observateurs vont cette fois pouvoir suivre le déroulement du vote à Gao (Nord), mais toujours pas à Tombouctou et Kidal (Nord), ni Mopti. Le scrutin, déterminant pour l'avenir du Sahel, se tient dans une relative indifférence de la population, fatiguée par plus de six ans de violences jihadistes et ethniques et dont près de la moitié vit sous le seuil de pauvreté malgré un taux de croissance supérieur à 5% depuis plusieurs années. **"LES DES SONT JETES".** « Personnellement, je n'irai pas voter », expliquait samedi un vendeur de voitures, Mamadou Traoré, pour qui l'opposant Soumaïla Cissé n'a "aucune chance". Grand favori pour décrocher à 73 ans un deuxième mandat de cinq ans, M. Keïta avait récolté 41,70% des suffrages au premier tour, contre 17,78% pour son opposant Soumaïla Cissé, un ancien ministre des Finances de 68 ans qui n'a pas su unir l'opposition pendant l'entre-deux tour.

"Pour beaucoup, avec cet écart, les dés semblent être jetés", estime le juriste Aboubacar Traore. La "mobilisation massive", appelée par M. Cissé, est peu probable, la participation n'ayant été que de 42,70% au tour précédent. L'affiche manque également cruellement de nouveauté : les deux finalistes ont milité dans le même parti dans les années 1990 puis fait partie des mêmes gouvernements. Ils s'étaient déjà affrontés en 2013, M. Keïta l'emportant à plus de 77%. « Ce sont les mêmes. IBK ou Soumaïla, rien ne va changer », déplore un commerçant, Boubacar Traoré, qui devait s'abstenir. Originaire de Tombouctou, Mohammed Ag Ibrahim, a voté lui pour l'opposition. « IBK avait dit en 2013 qu'il allait régler le problème du Nord, mais il n'a rien fait ! », accuse-t-il. Quant au chauffeur de taxi Moussa Koulibaly, il devait coché le nom d'"IBK", reprochant à M. Cissé d'avoir voulu "créer une crise" en contestant en justice son score du premier tour.

### Angola/Diplomatie

## Sommet régional à Luanda demain sur la RDC et le Soudan du Sud

AFP  
Luanda/Angola

**LUANDA** va accueillir demain un sommet régional consacré à la République démocratique du Congo et au Soudan du Sud notamment, a annoncé le ministre des Affaires étrangères angolais Manuel Agosto. Le sommet visera à "analyser l'évolution de

la situation en RDC, les accords signés au Soudan du Sud pour la paix mais aussi (à) analyser la situation politico-sécuritaire sur le continent", a dit M. Agosto au cours d'un point de presse vendredi. Les présidents gabonais Ali Bongo, ougandais Yoweri Museveni, rwandais Paul Kagame, zambien Edgar Lungu et congolais Joseph Kabila (RDC) et Denis Sassou

Ngesso (Congo Brazzaville) devraient être présents, selon le ministre des Affaires étrangères angolais. Mercredi dernier, le président de la RDC, Joseph Kabila, a créé la surprise en choisissant l'ancien ministre de l'Intérieur et secrétaire permanent du parti présidentiel (PPRD), Emmanuel Ramazani Shadary, comme candidat de la majorité à la

présidentielle. Le président congolais a déjà effectué deux mandats. La Constitution interdisait à Joseph Kabila, au pouvoir depuis 2001, élu en 2006 et réélu dans la contestation en 2011, de se représenter. La RD Congo, un des pays les plus pauvres d'Afrique malgré ses ressources, n'a jamais connu de passation pacifique du pouvoir de-

puis son indépendance de la Belgique le 30 juin 1960. L'autre dimanche, Salva Kiir, Riek Machar et l'opposition ont conclu un accord de partage du pouvoir. Faire travailler ensemble Machar et le président Kiir ne sera pas une mince affaire, leur coopération ayant toujours dans le passé abouti au chaos et au conflit, soulignent des observateurs.

### L'Afrique en bref

- **Comores/Politique. Nouvelle vague d'arrestation à Moroni**  
Une nouvelle vague d'arrestations, dont celles de l'écrivain "Sast" et du frère d'un ancien vice-président, a eu lieu à Moroni ces derniers jours, a appris l'AFP de sources concordantes, moins de deux semaines après le référendum constitutionnel du 30 juillet.
- **Côte d'Ivoire/Politique. Un ex-chef rebelle réaffecté à Bouaké comme préfet**  
Un ex-chef rebelle ivoirien, qui avait pris le contrôle de Bouaké, la deuxième ville du pays, au temps de la crise des années 2000, Tuo Fozie, va y être réaffecté comme préfet, selon un communiqué gouvernemental.
- **Egypte/Jihadistes. Douze suspects tués dans le Sinaï**  
Les forces de sécurité ont tué douze suspects de terrorisme dans un affrontement dans le nord de la péninsule égyptienne du Sinaï, où une vaste opération militaire cible le groupe Etat islamique (EI), a indiqué hier une source au ministère de l'Intérieur.
- **RDCongo/Présidentielle. 25 candidatures à la Céni**  
La Commission électorale nationale indépendante (Céni) a reçu 25 candidatures à l'élection présidentielle en République démocratique du Congo, dont celles du "dauphin" du président Joseph Kabila, de trois poids lourds de l'opposition et d'un candidat de 92 ans, Antoine Gizenga, frère d'armes du héros national de l'indépendance Patrice Lumumba.

### A travers le monde

- **Syrie/Explosion. 39 civils tués dans le nord-ouest**  
Au moins 39 civils, dont 12 enfants, ont été tués hier par l'explosion d'un dépôt d'armes dans une zone résidentielle de la province syrienne d'Idleb (nord-ouest), selon un bilan rapporté par une ONG.
- **Turquie/Politique. L'opposante nationaliste Aksener réélue à la tête de son parti**



L'opposante nationaliste turque Meral Aksener, candidate malheureuse face à Recep Tayyip Erdogan aux élections de juin dernier, a été réélue hier à la tête de son parti, moins d'un mois après avoir annoncé son retrait.